

# L'AIMABLE FAUBOURIEN

## JOURNAL DE LA CANAILLE



... Ce peuple qui sur l'or jonché devant ses pas,  
Vainqueur, marchait pieds nus et ne se baissait pas!

HÉGÉSIPPE MOREAU.

Paraissant le Jeudi et le Dimanche.

AGG. BARBIER.

Bureaux, à Paris, 79, rue Mazarine. — Prix d'abonnement : 6 fr. par an, 3 fr. 6 mois, 1 fr. 50 centimes trois mois.  
S'adresser, pour toute espèce de réclamation, au citoyen J.-B. SIMEON, l'un des rédacteurs.

SOMMAIRE : Le catholicisme et les martyrs de la démocratie. — Une velléité de dictature. — Jules Favre contre Louis Blanc. — La séance des déments. — Dandin-Landrin et Dandin-Portalis. — M. Armand Marrast et M. Duchâtel. — Simples questions. — J.-J. Rousseau médecin du peuple. — Un ministre qui ne paie pas ses dettes. — Un mot au sieur Lepoitevin. — Chanson : la Canaille.

### Le Catholicisme et les martyrs de la Démocratie.

Un service funèbre a été célébré à l'église Saint-Méry pour le repos de l'âme de ceux qui sont morts en combattant les 5 et 6 juin 1832. Ce n'était pas un hommage national qu'on rendait à leur mémoire, mais un hommage privé. La République officielle ne s'y est point associée : elle a craint d'avoir à rougir devant leurs catafalques. Seule, la République démocratique et sociale s'y trouvait ; elle était là, comme on peut dire qu'elle est partout où ses fidèles se réunissent en son nom.

La cérémonie a présenté un de ces contrastes étranges qu'il n'est donné de voir qu'aux époques de tourmente sociale.

Les martyrs de cette religion nouvelle qui veut réaliser la fraternité sur la terre, ont été honorés par les ministres de celui qui a dit : *Mon royaume n'est pas de ce monde.*

Des prêtres ont prié pour eux, qui s'étaient levés contre toutes les tyrannies et n'avaient pas voulu rendre à César ce que le Christ a dit qui appartenait à César.

On a psalmodié sur leur tombe la prose désespérée de l'office des morts, quand ils ont gardé, jusque dans le trépas, une invincible espérance. A mesure que se déroulaient les versets formidables qui n'entretenaient que du néant des efforts humains et du vide des choses d'ici-bas, il semblait que le catholicisme, un pied dans la fosse, ramassait le peu de forces qui lui restent, pour jeter, au nom des textes sacrés, un anathème posthume sur leurs actions et leur dévouement.

On voulait honorer leur mémoire, et, de fait, on a insulté à leur mémoire.

Ce n'est point avec les rites catholiques et les formules étroites d'une religion usée qu'on pourrait prétendre à donner satisfaction à leurs âmes. Nous n'aspirons plus au ciel : il est trop haut et fait par trop peu d'élus ; mais nous voulons établir sur la terre une cité plus universelle et plus infinie que celle du Dieu des chrétiens. Le Dieu jaloux de la Bible s'apaisait-il maintenant pour nous ouvrir à deux battants les portes de son paradis béat, — la société moderne nous a fait des âmes trop militantes et trop actives pour se contenter des félicités de la contemplation et de l'inertie.

Il est passé le temps des conciliations, des électionnaires et des ménagements. Il faut le dire ; le catholicisme et la démocratie ne peuvent vivre côte à côte, parce que les dogmes catholiques sont la négation même de l'esprit des temps nouveaux. Nous ne voulons plus que le monde soit une vallée de larmes ; nous ne voulons plus qu'il y ait des pauvres parmi nous ; nous n'admettons plus que les enfants portent, en naissant, le poids de la faute originelle de leurs pères.

Le catholicisme meurt : il serait mort, si nous n'avions

continué à payer ses cérémonies et à salarier ses ministres. Ne le touchons pas ; mais laissons donc ses temples se vider et se déserrer d'eux-mêmes.

Notre religion a déjà ses dogmes ; le temps n'est pas loin où elle aura son culte. En attendant, gardons-nous d'entourer la tombe de nos martyrs de cérémonies injurieuses à leur vie. Leur âme n'a point quitté la terre qu'elle aimait ; elle sera assez honorée et réjouie, si nous faisons triompher la cause pour laquelle ils ont combattu et pour laquelle ils sont morts.

### Une velléité de dictature.

Depuis quelques jours, il n'est bruit que de l'impuissance du citoyen Marrast, maire de Paris, et de ses goûts de domination.

Le citoyen Marrast se croit, sans doute, en mesure de gouverner la France avec la même grâce qu'il mettait naguère à exercer sa petite souveraineté de rédacteur en chef dans les bureaux du *National*, alors qu'on le tolérât par pure considération de caisse et d'abonnement.

Non content de remplir les fonctions de préfet de la Seine, le citoyen Marrast nomme, de sa propre autorité, les créatures qu'il lui plaît aux diverses préfectures de France, sans s'inquiéter s'il enpiète oui ou non sur les attributions du ministre de l'intérieur. Ainsi, pour ne citer qu'un exemple, il vient d'appeler à l'un de ces hauts postes administratifs un homme remercié comme incapable par l'une des municipalités de Paris. Il fait et défait à son gré, grâce aux nombreux amis de sa coterie qui se trouvent dans le gouvernement, les fonctionnaires qui sont ou ne sont pas selon son cœur. En un mot, il tend à comprimer dans le cercle étroit de son individualité tous les ressorts du pouvoir central.

O Armand I<sup>er</sup>, roi de l'hôtel de ville, la plume pèse moins à ton bras que le sceptre. Je t'aimais mieux lorsque tu régnaï dans le premier-Paris et que tu pourfendais à coups d'épingle ces pauvres Pritchardistes. Va, tu peux rayonner aujourd'hui comme un astre ; malgré ta magnifique écharpe et ta superbe rosette, je n'ai jamais pris ton épaisse chevelure pour une crinière de lion. Non, tu n'as pas la taille d'un dictateur ; et, en vérité, tu me fais songer malgré moi à cette prédiction de Béranger :

Chez nos neveux on aura  
Pour grands hommes des journalistes !...

Si, par impossible, un dictateur était nécessaire en France, nous le proposerions, non comme le citoyen Marrast, mais comme feu le citoyen Marat, « attaché au pied par une chaîne de fer, placé au sein de la Convention, gardé à vue, et nuit et jour sous la main du peuple, » et de plus, comme l'*Ami du Peuple*, nous voudrions qu'il offrît de se dévouer le premier à ces fonctions périlleuses.

### Jules Favre contre Louis Blanc.

La coterie du *National* règne et triomphe sur toute la ligne. L'arrière-garde du parti démocratique, cette mauvaise queue que des liens secrets retiennent malgré elle aux

dynastiques-régence, se retourne contre son corps d'armée, contre les hommes de l'avenir.

Pour ne parler que de l'infâme conspiration du mensonge ourdie contre Louis Blanc, eh bien ! c'est encore un homme du *National* qui est, dans cette affaire, le principal acteur : c'est Jules Favre qu'on oppose à Louis Blanc comme rapporteur de la commission chargée de dresser l'accusation.

Jules Favre, l'ex-secrétaire du ministère de l'intérieur, le mur à travers lequel il fallait passer pour arriver jusqu'à Ledru-Rollin, le matelas, en un mot, contre lequel venaient s'amortir les trop zélés partisans de la politique des banquets de Lille, de Châlons et de Dijon !...

Triste habileté que celle où manque la conscience ! Le citoyen Favre a eu beau déguiser son rôle d'accusateur, mettre à la glace son réquisitoire pour mieux lui donner une apparence d'impartialité ; rien n'y a fait, il n'a réussi qu'à encourir le reproche de jésuitisme, sans jouir des bénéfices de cette comédie.

Le trait le plus caractéristique de son discours est celui-ci :

M. Jules Favre commence par déclarer que l'Assemblée nationale est au-dessus de la loi ; puis, un instant après, comme on exige que les faits qui servent de base à l'accusation sortent des limbes de la commission et soient produits au grand jour, le même M. Jules Favre, oubliant sans doute son premier thème, déclare qu'en vertu de la loi, l'accusation doit demeurer secrète et se renfermer dans le sein de la commission ; — c'est-à-dire qu'il demandait purement et simplement un vote de confiance à l'Assemblée, soit une condamnation formelle sur des faits non jugés et non prouvés... Et Louis Blanc allait à Vincennes !

Nous ne savons si M. Jules Favre a bien mérité de M. Marrast ; mais, à coup sûr, de M. Louis Blanc ou de M. Jules Favre, ce n'est pas ce dernier qui a le plus gagné en considération dans cette affaire.

### La séance des déments.

La séance du 5 juin, sans parler de la nomination du citoyen Sénard à la présidence, est peut-être une des plus curieuses que l'histoire ait eu à enregistrer ; imaginez-vous un gâchis, un pêle-mêle inimaginable, une forêt de Bondy où tout le monde se prend par la gorge, et vous aurez une image, quoique incomplète, de notre honorable Assemblée.

D'abord, c'est M. Clément Thomas, généralissime de la garde bourgeoise, qui vient se démentir lui-même ; un certain M. Payer lui succède et dément une innocente affiche coupable... de quoi ? D'avoir osé accuser de royalisme le laid M. Dupin. M<sup>re</sup> Crémieux dément MM. Portalis et Landrin, lesquels démentent à leur tour M. Crémieux ; M. Jules Favre dément tout le monde, jusqu'à cette bonne Commission exécutive qui n'en peut mais... en vérité.

Si bien que de tous ces déments il ressort ceci : — Que personne aujourd'hui ne veut prendre la responsabilité de la mise en susception de Louis Blanc, et que Louis Blanc,

Par un juste retour des choses d'ici-bas,

d'accusé pourrait bien devenir accusateur.

Mais notre ami Louis Blanc est si bon !



### Dandin-Landrin et Dandin-Portalis.

MM. Landrin et Dandin-Portalis voulaient juger : ils auraient jugé votre femme, votre portier, votre King's-Charles. Vous les enfermez dans le grenier, ils descendent par la fenêtre; vous les jetez dans la cave, ils sortaient par le soupirail; vous avez voulu vous opposer à leur manie, ils ont donné leur démission. Qu'on leur offre un Citron d'honneur. Et vive la République!

### M. Armand Marrast et M. Duchâtel.

Où allons-nous, grand Dieu! où allons-nous? Les leçons de l'histoire ne serviront-elles jamais de frein à la sottise ou à l'ambition des hommes? Sommes-nous en république ou sommes-nous revenus aux beaux jours de la monarchie?

Telles sont les différentes questions que nous nous faisons hier, en lisant sur les murs de la capitale la proclamation de M. Armand Marrast aux douze maires de Paris contre les attroupements.

Mais c'est aussi par voie de proclamation que procédait, la veille du 22 février, le ministre de Louis-Philippe; seulement M. Duchâtel y apportait une franchise brutale et déclarait hautement, sans préambule ni périphrase, que tout contrevenant à ses ordres serait considéré comme factieux et fusillé... si besoin était; tandis que M. Armand Marrast y met des formes; il fleurit son style, fait patte de velours, et ce n'est qu'avec une profonde douleur, ce bon M. Marrast! qu'il se résigne aux répressions sévères, tout en protestant, du reste, de son amour, de son respect pour les droits de chacun. La prose de M. Marrast ressemble à du bon vin que l'on aurait empoisonné, et peut se traduire de la manière suivante :

« Considérant que le droit de réunion est un droit sacré, et que nul pouvoir humain (pas même celui de M. Marrast) ne peut en aucune façon entraver la liberté des citoyens,

« Arrêtons :

« Les attroupements sont interdits; ils seront dissipés par la force... des baïonnettes. » Hein! que dites-vous de la pillule? Ne vous semble-t-elle pas avoir été préparée dans la cellule d'un capucin ou la boutique de maître Bridoisson? « Ah! la forme! la forme!... » Nous aimons encore mieux la prose de M. Duchâtel.

Mais à ce train, et en présence de ce qui se passe depuis trois semaines, quand nos meilleurs amis sont sous les verrous ou suspectés, n'avons-nous point à craindre qu'on n'attende, un à un, à nos droits, qu'on ne ferme nos clubs, qu'on ne bâillonne la presse, et ne nous est-il point permis de nous écrier encore : « Où allons-nous, mon Dieu! où allons-nous? »

### § Simples questions.

1<sup>re</sup> QUESTION. — Nous demandons au citoyen Garnier-Pagès si le 24 février, lorsque entré à l'Hôtel-de-Ville il apporta sa nomination de maire de Paris, il ne présenta pas aux suffrages du peuple, réuni dans la grande salle, M. Léon de Malleville, membre du centre gauche, lieutenant de M. Odilon-Barrot, ministre de la régence, qui l'avait accompagné depuis sa sortie de la chambre.

Nous demandons encore si ladite nomination n'a pas échoué seulement parce que M. de Malleville, inconnu du peuple et craignant les éclaircissements qu'on pourrait donner sur son rôle politique, aimait mieux s'esquiver par une porte dérobée.

Ce fait seul, sans ceux déjà cités, peut nous donner une idée exacte du républicanisme des radicaux-dynastiques du National.

2<sup>e</sup> QUESTION. — Nous demandons à la commission du pouvoir exécutif, si elle n'est pas résolue à dissiper les rassemblements à quelque prix que ce soit. La détermination, en effet, pourrait lui coûter cher.

3<sup>e</sup> QUESTION. — Nous demandons à la commission du

pouvoir exécutif, si elle ne songe pas à rétablir le cautionnement pour les journaux.

En ce cas, nous serions obligés de prier nos amis des aimables faubourgs de vouloir bien nous fournir ledit cautionnement.

### J.-J. Rousseau médecin du peuple.

Nos médecins devraient appliquer souvent le remède suivant que prescrit J.-J. Rousseau, dont les doctrines ont fait la révolution de Février.

« Soigner un pauvre lorsqu'il est malade, ce n'est pas le purger, lui donner des drogues, lui envoyer un chirurgien. Ce n'est pas de tout cela qu'ont besoin les pauvres gens dans leurs maladies : c'est de nourriture meilleure et plus abondante. Jeunez, vous riches, quand vous avez la fièvre; mais quand les pauvres l'ont, donnez-leur de la viande et du vin. Presque toutes leurs maladies viennent de misère et d'épuisement : leur meilleure tisane est dans votre cave, leur seul apothicaire doit être votre boucher. »

(L'Emile.)

Un ancien prisonnier de Louis-Philippe nous affirme que le sieur Jules Nabon de Vaux, ci-devant secrétaire de l'ex-préfet de police Delessert, se trouve en ce moment, en qualité de secrétaire, auprès du citoyen Carteret, sous-secrétaire d'état au ministère de l'intérieur.

### Un Ministre qui ne paie pas ses dettes.

Quand payerez-vous donc aux blessés de Février les 2,000 francs que vous leur devez, citoyen ministre des travaux publics? Vous ne payez pas toujours vos dettes.

— Dans un temps où vous ne songiez guère à une révolution qui vous ferait ministre, la justice de Louis-Philippe vous condamna, conjointement avec Raspail et autres, à une amende de 45,000 francs pour délit de presse commis dans le journal *le Réformateur*. — Or, voici ce qu'écrivit à ce sujet le citoyen Raspail dans son *Ami du Peuple* du 14 mai, juste un jour avant que la police n'ait pourvu à son logement; car elle ne lui a pas retiré, comme à vous, sa sollicitude :

« L'AMENDE! — *Le Réformateur*, dont nous étions le rédacteur en chef, l'a payée pour lui (Trélat); car nous fûmes sommés de payer, en vertu de la solidarité, 45,000 francs au fisc, sur lesquels nous n'en devions que 41,000 pour notre propre compte. Une souscription ouverte dans nos bureaux ne parvint pas à nous faire rentrer toute la somme avancée; nous invitâmes tous nos coaccusés à nous restituer la différence au prorata du chiffre de leur condamnation respective. Tous s'exécutèrent, à l'exception de Trélat, que nous n'avons plus revu, et qui nous est encore redevable de plus de 2,000 francs, avancés par notre caisse. Si M. le ministre daigne s'acquitter de cette dette sacrée, nous la consacrons aux blessés de Février, par égale part. »

Allons, monseigneur, quand on est ministre des travaux publics, il n'est pas si difficile de trouver 2,000 francs, bien que les temps soient un peu durs. Si votre imagination se trouve en défaut, rappelez-vous comment Thiers groupait les chiffres et comment Teste mariait son fils sous la monarchie. La République de 1848 ne diffère pas si essentiellement de cette monarchie, qu'elle ne puisse s'en inspirer au besoin.

Vous aviez aussi juré, dans un mouvement d'éloquence qui fit quelque effet, (toujours bien avant votre ministère), de raser cet affreux palais du Luxembourg. M'est avis que, la question revenant sur l'eau, vous l'agrandiriez plutôt, cet affreux palais, pour loger nos cinq rois comme il convient à des rois.

Ah! la corruption! Il n'est air qui se hume plus goulument, disait Montaigne.

Mais payez vos 2,000 francs, et nous passons condamnation sur le Luxembourg.

### Un mot au sieur Lepoitevin,

Ex-bonapartiste, ex-légitimiste, ex-philippiste, et républicain du surlendemain.

Dans notre premier numéro, nous avons publié, sur M. Lepoitevin, un article à l'usage des électeurs, où nous faisons l'histoire de ses nombreuses transformations politiques.

Il nous répond dans le journal dont il est le rédacteur en chef, *la Liberté*, que nous l'avons indignement calomnié. Puisque M. Lepoitevin le dit, il faut bien le croire, il doit reconnaître en affaire de calomnie et de diffamation.

M. Lepoitevin appelle le journal *de la Canaille* un pamphlet ordurier, et cela se conçoit. Puisque nous avons à nous occuper de M. Lepoitevin, il est naturel que nous ayons été forcé d'entrer dans des détails qui peuvent justifier cette épithète.

Le sieur Lepoitevin n'a jamais vu le sieur Siméon, rédacteur *de la Canaille*; le sieur Siméon, lui, a eu l'avantage de voir le sieur Lepoitevin une seule fois, et dans une affaire du genre de celle qu'il nous reproche. C'était l'année passée, au mois de juillet, dans une des salles du Palais-de-Justice.

Du reste, le sieur Lepoitevin nous annonce qu'il ne brigue que le suffrage des bons citoyens. Jusqu'ici, nous savions que le nombre des bons citoyens était excessivement restreint; mais si véritablement il n'y a que ceux qui ont voté pour M. Lepoitevin qui méritent ce titre, nous devons avouer que le nombre en est encore plus restreint que nous ne l'avions pensé.

Nous ne nous étendrons pas davantage sur M. Lepoitevin. Il y a une classe de gens sur le passé desquels la loi défend de revenir.

### CHANSON.

#### La Canaille.

Air : Dis-moi soldat, dis-moi, t'en souviens-tu?

Sur un grabat où le tient sa blessure,

Le combattant, héros de Février,

Dit à son fils, qu'il console et rassure :

« Je dois subir mon destin d'ouvrier,

« La mort approche. Afin que je m'en aille,

« Certain par toi d'être un jour imité,

« Jure-moi bien de mourir en Canaille,

« Car la Canaille a fait la liberté!!! (bis.)

« Mil huit cent trente a vu mon père au Louvre,

« Je m'en souviens, quoique je fusse enfant;

« Il tire et tombe, et moi je me découvre,

« Le peuple alors entrainé en triomphant.

« A deux genoux près du corps qui tressaille,

« Tel fut l'adieu de mon cœur agité :

« Je jure ici de mourir en Canaille,

« Car la Canaille a fait la liberté!!! (bis.)

« Ce qu'il fit là, jadis à la Bastille

« Mon brave aïeul aussi, lui, l'avait fait.

« Cet héritage anoblit la famille,

« Car celui-là du moins est un bienfait.

« Sois-en donc fier! mais cependant travaille :

« Par sa famille on n'a point mérité.

« Jure-moi bien de mourir en Canaille,

« Car la Canaille a fait la liberté!!! (bis.)

« Les fainéants disent de notre classe :

« C'est la Canaille! eux sont les braves gens,

« Ris de cela, mon fils, la populace

« Pour leur pardon croit aux cieux indulgents.

« Leurs préjugés vomissent la mitraille,

« Quand notre cause est la fraternité.

« Adieu, mon fils, vis et meurs en Canaille,

« Car la Canaille a fait la liberté!!! (bis.)

L'un des Rédacteurs : J.-B. SIMÉON.

Paris. — Imprimerie de COUJLET, rue St-André-des-Arts, 34.